

les choses d'un point de vue hautement moral » et on l'exhorte ensuite à s'attarder sur l'idée que, après 33 ans, la veuve (de Norman) a le droit de savoir ce que le gouvernement a découvert... » (Barros aimerait-il véritablement savoir ce qu'Irene Norman pense de l'intérêt qu'il lui porte?)

Je n'arrive pas à comprendre les motivations profondes qui se cachent sous la colère et la passion apparentes de Barros. Pourquoi s'acharne-t-il si fort à détruire encore la réputation d'un universitaire et diplomate canadien mort depuis longtemps? Que sa cible réelle soit Pearson, comme il me l'a confié au téléphone, ne rend pas les choses plus claires pour moi. Il n'a pas l'air d'aimer les Canadiens alors qu'il a vécu pendant 21 ans parmi eux; il trouve insupportable ce qu'il appelle notre respect de l'autorité, notre hypocrisie, notre tolérance à l'égard des traîtres et par dessus tout notre « sentiment anti-américain ». Sa défiance - sa haine pourrait-on dire - à l'égard des mandarins d'Ottawa dépasse celle des Albertains. Tout ce qui a trait à la politique américaine est au moins acceptable (excepté le maccarthysme, curieusement) et tout ce qui émane des Canadiens est inférieur sinon effrayant. Par moment Barros semble vouloir faire croire que la sécurité du Canada, et même de l'Occident, sera en péril jusqu'à ce que la terrible vérité sur Pearson et Norman ait été exposée à la vue de tous. À d'autres moments, il se présente lui-même comme un chercheur acharné de la vérité, quelles qu'en soient les conséquences. De toute évidence il nous faudrait un clair énoncé de ses objectifs en bonne et due forme.

Toutes les allégations couramment entendues à l'égard de la loyauté de Norman, on les retrouve dans No Sense of Evil avec quelques inédits en prime, si bien qu'un examen critique peut au moins contribuer à une analyse plus approfondie des principales zones d'ombre et accusations. Certaines des notes de Barros, en outre, m'ont conduit à des sources intéressantes que je n'aurais pas autrement découvertes. Il a déployé beaucoup d'énergie et d'imagination, mais 700 notes en bas de page ne font pas la qualité d'un travail d'érudition. L'ouvrage n'est ni une histoire ni un ouvrage de sciences politiques, ni même du bon journalisme. C'est plutôt, sans vergogne, un cas patent d'obstination aveugle digne de poursuites en justice.

La préface a une bizarre tournure romanesque, mais pas la moindre trace d'objectifs, d'hypothèses à vérifier ou même de questions clairement posées. La conclusion est tout à fait banale, elle consiste en trois questions anodines que Barros pose à l'un des 282 « loyaux piliers de Sa Majesté » (217) et comporte une suggestion. Si la police de la sécurité et les mandarins ne sont pas d'accord « libre à eux de faire appel et de demander un examen du club privé du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité établi en vertu de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité... » (201) La